

Blé de l'EPFZ, OGM et pesticides

Gérard Vuffray et Sylvain Fattebert ont pro-testé dans les colonnes du journal *Le Temps*, le 01.12.2003, contre la décision d'autoriser l'essai en champ du blé transgénique de l'EPFZ.

Cette expérience a été jugée « inutile » par la Commission fédérale d'éthique sur les biotechnologies et son protocole de recherche a fait l'objet de critiques très sérieuses de la part de la Commission fédérale de sécurité biologique.

Conclusion : l'autorisation accordée par l'OFEFP à l'EPFZ crée un précédent tel qu'il risque de vider de leur sens tous les mécanismes mis en place pour tester la validité et la sécurité des essais d'OGM (article à disposition, sur demande).

A cette prise de position, 18 universitaires romands ont répondu dans *Le Temps*, le 16.01.2004, pour soutenir l'essai de l'EPFZ en affirmant notamment que les OGM seraient une solution pour remplacer les pesticides utilisés dans l'agriculture. Vous pouvez lire dans les pages intérieures la réponse de StopOGM, Uniterre, Bio-Suisse, WWF-Suisse et la Déclaration de Berne.

L'Appel de Bâle a lancé un référendum sur la loi autorisant la culture de cellules souches. Le Bureau ni l'AG n'ont pris de décision à ce sujet. Vu le délai de trois mois pour la récolte des signatures, le Bureau a décidé de vous transmettre la feuille de signatures, sans donner de recommandation.

Echos de l'Assemblée générale

Les activités de StopOGM en 2003 se sont concentrées sur l'initiative « pour des aliments produits sans manipulation génétique », lancée en février et déposée en septembre. L'année de StopOGM fut aussi marquée par :

- le soutien au postulat de Bernard K. Martin au Grand Conseil vaudois ; à l'initiative parlementaire de Vincent Wermeille au Parlement jurassien ; et à l'action du groupe de travail « Genève sans OGM » - tout cela dans le cadre de l'action « Romandie, zone libre d'OGM » ;
- la conférence publique de Robert Ali Brac de la Perrière en mai ; des interventions publiques sur les enjeux des OGM lors de la campagne électorale aux Chambres fédérales ; une présence active au Comptoir suisse et au Forum social suisse à Fribourg ; et une participation au Forum social européen dans la région parisienne ;
- des prises de position dans la presse au fur et à mesure de la récolte des signatures ; sur les résultats de la recherche publique d'envergure menée pendant trois ans en Grande-Bretagne ; sur l'autorisation accordée à l'EPFZ de cultiver en plein champ du blé génétiquement modifié ; sur les mesures de rétorsion à l'encontre des chercheurs exprimant leurs critiques à l'égard des OGM en Europe et aux Etats-Unis ; et sur l'actualité européenne des OGM ;
- l'informatisation de la comptabilité de Stop-OGM et la création du site stopogm.ch.

Cotisations 2004

La cotisation demeure à Fr. 30.-, de manière à favoriser un fort soutien populaire. L'Assemblée a suivi l'avis du Bureau de ne pas augmenter le montant de la cotisation. Elle s'est recommandée de joindre un bulletin de versement à chaque envoi de StopOGM'Infos, pour permettre à qui le veut de faire un don à tout moment.

OGM et pesticides: un cocktail qui pollue toujours plus Le professeur Jean-Pierre Zryd, de l'Université de Lausanne, et dix-sept de ses collègues romands ont récemment prétendu dans une tribune libre que les organismes génétiquement modifiés (OGM) peuvent remplacer les pesticides utilisés dans l'agriculture. Cette assertion ne se vérifie simplement pas dans les faits. Au contraire, il est maintenant certain que les cultures génétiquement modifiées conduisent à une utilisation toujours plus massive de

pesticides nuisibles à la biodiversité.

Nous exprimons volontiers notre accord sur le principe énoncé par les scientifiques romands : « Pour des raisons écologiques pertinentes, la plupart des pesticides sont devenus indésirables dans notre environnement et nous devrions par conséquent faire tout ce qui est en notre pou-voir pour restreindre leur usage, tout en assu-rant une production agricole satisfaisante. »

D'un principe juste à une fausse conclusion

Qui s'inscrirait en faux contre un tel principe serait effectivement un pollueur pour l'environ-nement n'ayant cure de s'empoisonner avec tous ceux que les produits agricoles auront into-xiqués. Toutefois, partant aussi de ce principe, nous parvenons à la conclusion exactement inverse de celle que défendent cette petite vingtaine de scientifiques qui se déclarent en faveur des OGM dans l'agriculture - et donc dans notre alimentation de base.

Notre désaccord provient vraisemblablement du fait qu'ils n'avaient pas connaissance d'une information capitale publiée en novembre dernier par l'un de leurs confrères, Charles Benbrook, membre de l'Académie nationale des Sciences aux Etats-Unis . En toute rigueur, ils n'auraient jamais écrit qu'« en 2002, quelque 60 millions d'hectares à travers le monde étaient plantés en OGM sans qu'aucun effet négatif sur l'environnement ou la santé publique ne soit constaté. » Ils auraient encore moins prétendu que « de nombreux arguments scientifiques et l'expérience acquise depuis plus de quinze ans dans de nombreux pays [leur] permettent de dire que certaines variétés végétales obtenues par transgène se peuvent offrir une solution de remplacement à l'utilisation massive de pesti-cides... »

L'utilisation de pesticides aux Etats-Unis

Sur la base des chiffres publiés par le Mi-nistère de l'agriculture américain (USDA) - que l'on ne peut suspecter d'être contre les OGM -, Benbrook estime que les cultures de soja, maïs et coton génétiquement modifiés pour résister à des herbicides ont nécessité l'utilisation de 32'000 tonnes supplémentaires de pesticides durant les huit premières années de culture OGM. A l'inverse, les cultures de maïs et de coton génétiquement modifiés pour qu'ils secrè-tent une toxine tuant d'éventuels insectes pré-dateurs ont permis de réduire la quantité d'insecticides de 8'800 tonnes. Il faut toutefois remarquer que les quantités de toxines secré-tées par chaque cellule des plantes génétique-ment modifiées ne sont pas prises en compte dans le calcul. L'introduction des OGM se traduit donc par une augmentation massive des pestici-des disséminés dans les champs américains. Comment mieux dire que les OGM sont loin d'être une solution de remplacement à l'utilisa-tion massive de pesticides ?

Pour être plus précis, ce n'est que durant les trois premières années de cultures OGM, en 1996-1998, que les agriculteurs américains ont réduit les quantités de pesticides. Mais les années qui ont suivi ont été catastrophiques avec une augmentation de plus de 33'000 tonnes entre 2001 et 2003 par rapport aux années précédant l'introduction des OGM. Tout porte à croire que cela ne s'inversera pas de sitôt, si l'on regarde la progression annuelle : +5% en 2001, +7.9% en 2002, +11.5% en 2003.

OGM : conçus pour l'utilisation de pesticides

Cette augmentation des herbicides aux Etats-Unis s'explique d'abord du fait que la plus grande tolérance acquise par les OGM aux herbicides a favorisé un usage toujours plus massif des désherbants. D'autre part, l'utilisation répétée année après année de fortes doses du même herbicide ont exercé une telle pression de sélection sur les diverses mauvaises herbes que celles-ci ont développé des résistances nécessi-tant bientôt des traitements supplémentaires avec d'autres types d'herbicides. Des mauvaises herbes sont donc devenues résistantes aux herbicides, alors que seuls le maïs, le colza ou le coton devaient le rester.

Les implications pratiques sont importantes : pour contrer ce phénomène, les semenciers high tech développent de nouveaux OGM encore plus tolérants à tel(s) herbicide(s), alors que les agriculteurs répandent davantage d'herbicides pour se débarrasser des plantes devenues résis-tantes. Pour une même surface et le même niveau de contrôle, Benbrook estime que 22% d'herbicide supplémentaires sont maintenant nécessaires aux cultures génétiquement modi-fiées par rapport aux cultures conventionnelles

(sans OGM).

L'étude indique en passant que l'augmentation des pesticides provient aussi de phénomènes commerciaux : le prix du Round-Up (glyphosate de la firme Monsanto) a connu une baisse de 40% depuis la fin des années 1990, ce qui a pratiquement supprimé toute incitation à la parcimonie. Cette baisse des prix explique même pourquoi les coûts de production auraient dimi-nué aux Etats-Unis, puisqu'elle compense large-ment les dépenses supplémentaires engendrées par l'achat de plus grandes quantités d'herbi-cides !

Les alternatives efficaces existent

Les chercheurs romands veulent-ils vraiment continuer de modifier génétiquement les plan-tes, alors que l'on peut déjà constater une pollution endémique induite par l'application actuelle de la transgenèse au maïs, au colza et au coton ?

En Suisse, tous les progrès réalisés ces vingt dernières années pour réduire l'utilisation des pesticides se sont basés sur l'idée d'adopter des techniques culturales qui minimisent de manière appropriée les risques d'infestations et de prolifération des parasites et des maladies. Cela inclut des mesures de rotation des cultures, d'enfouissement des pailles de culture en automne (par ex. maïs), d'apports ciblés d'en-grais. Il s'agit de cultiver les variétés adaptées à nos régions, de préserver l'ensemble des insectes utiles et nuisibles, de développer de nouvelles techniques de lutte écologiques. Tout cela permet d'utiliser tel ou tel pesticide en fonction de la présence constatée de tel ou tel parasite et seulement à partir d'un seuil de tolé-rance en dessous duquel il est inutile d'ajouter des intrants. Seule la combinaison de multiples méthodes de lutte permet de réduire le recours aux pesticides.

Il est possible d'affiner cette approche. Les cultures Extenso n'utilisent aucun insecticide ou fongicide dans le secteur des céréales. Par rapport aux autres pays, la Suisse est pionnière dans ce domaine. Les cantons et la Confédé-ration encouragent également l'agriculture bio-logique, dont le cahier des charges tend à ex-clure tous les pesticides.

Des toxines pour une prévention inutile

A l'opposé, les OGM aboutissent à des résultats aberrants, puisque la transgenèse de type Ba-cillus thuringensis (Bt utilisé pour les variétés insecticides) ou killer-protein (KP4 du blé de l'EPFZ) consiste à placer une toxine dans chaque cellule de chaque plant. Cela revient à cultiver, à titre préventif mais en permanence, des quan-tités de produits toxiques par hectare qui sélectionnent les parasites éventuellement pré-sents. Pourtant, on sait que seuls subsisteront ceux qui auront développé rapidement des résis-tances au pesticide. Nous voilà bien avancés !

C'est plutôt un retour en arrière de vingt-cinq ans par rapport aux progrès réalisés dans l'agriculture intégrée et biologique. Voilà pour-quoi nous pensons que les OGM actuellement sur le commerce, ceux dont les dix-huit scien-tifiques prétendent qu'ils n'ont aucun effet négatif sur l'environnement, sont un non-sens scientifique et écologique. Les OGM sont en revanche parfaitement adaptés à une agricul-ture intensive de type industriel, plus attentive aux profits à court terme qu'aux pollutions qu'elle entraîne pour l'environnement et aux risques d'intoxication qu'elle fait courir aux consommateurs.

C'est pourquoi nous désirons un moratoire sur les OGM pour favoriser une production agricole et des aliments sans manipulation génétique.

Sylvain Fattebert (StopOGM)

Gérard Vuffray (Uniterre)

François-Philippe Devenoge (BIOSUISSE)

Jacqueline Oggier (WWF Suisse)

Julien Reinhard (Déclaration de Berne)

Echos de l'Assemblée générale (suite)

Comptes 2003

Les comptes 2003 de StopOGM montrent que les dépenses découlant du lancement de l'initiative ont été assez conformes aux prévisions budgétaires.

Fr. 86'700.- ont été dépensés, soit Fr. 4'100.- de plus que prévu. Dont Fr. 42'000.- pour l'initiative et StopOGM'Infos, Fr. 35'400.- pour les rémunérations du Bureau (à noter que Fernand Cuche a renoncé à son indemnité annuelle), et Fr. 9'300.- se répartissant sur la création du site internet, l'organisation des manifestations publiques et les frais usuels (bureau, frais d'en-caissement CCP, déplacements...).

Le plus remarquable est que ces actions ont généré des contributions financières s'élevant au total à Fr. 87'500.-. Merci à tous les membres, aux donateurs, au GTG, et à la Fondation pour une Terre humaine qui a soutenu la création du site internet et l'informatisation de la comptabilité.

Quant au produit de gestion pour charges futures, il est passé de Fr. 21'500.-, fin 2002, à Fr. 22'200.-, fin 2003. En un mot : Bravo !

Budget 2004

La prudence est à l'enseigne du budget 2004, avec un total de dépenses de Fr. 80'000.- : Fr. 33'000.- pour la campagne pour l'initiative, StopOGM-Infos et le site internet, Fr. 41'000.- pour la rémunération du Bureau, et Fr. 6'000.- pour les frais usuels. Outre les Fr. 22'200.- résultant de 2003, nous comptons sur Fr. 28'500.- de cotisations et Fr. 30'000.- de dons divers.

Le Bureau

L'Assemblée a reconduit les membres du Bureau pour les deux ans à venir. Voici donc leurs noms : Fernand Cuche, président, Sylvain Fattebert, secrétaire, Claude Laurent, trésorier, François-Philippe Devenoge, Herbert Karch, Andrea von Maltitz, Christine Müller-Abbet, Marie-Thérèse Sangra, Gérard Vuffray, Robert Zollinger, Michèle Zufferey, membres.

StopOGM sera à Agrobiorama/Mednat

les 24-28 mars, à Beaulieu, Lausanne.

Dimanche 28 mars, Bernard K. Martin

y présentera le postulat sur les OGM

qu'il a fait passer au Grand Conseil vaudois.

En bref

Deux points forts de la **conférence** du professeur Gilles-Eric Séralini (Fribourg, 21 janvier) :

Le degré de sécurité sanitaire des OGM dépend principalement du degré de rentabilité que leurs producteurs escomptent en les commercialisant, d'où l'intérêt très relatif des études toxicologiques dans la fixation des règles en la matière.

Il y a de fortes chances que, pour n'importe quel OGM supposé résoudre un problème (virus, champignon, insecte ou mauvaise herbe, vertu nutritive, etc.), il existe déjà des solutions ne recourant pas au génie génétique.

Une **étude** de l'association Gen-ethisches Netz-werk prévoit que les OGM, tant annoncés par les agrochimiques, qui amélioreront l'alimentation des consommateurs ne sont pas près d'arriver.

Pourquoi ? Parce que 1) améliorer les produits est techniquement compliqué, 2) la rentabilité économique de ces produits est incertaine et 3) l'intérêt agronomique des OGM prime toujours sur l'amélioration de leur qualité pour les consommateurs.

Seuls les OGM facilitant la conservation et la digestibilité... du fourrage des animaux ont des chances

d'être économiquement viables.

Nos Coordonnées

StopOGM Comité romand de travail sur le génie génétique

Président : Fernand Cuche, Les Prés, 2523 Lignièrès, tél. 032 / 751 19 53 fax 032 / 751 67 25

Secrétariat : Sylvain Fattebert, av. de la Croisette 17, 1205 Genève

tél. et fax 022 / 320 73 14 - stopogm@club-association.ch - www.stopogm.ch

CCP : 17-460200-1